

M Blogs

Le Monde des lecteurs

De l'ancien Monde au nouveau Monde.
Les lecteurs prennent la parole

Vite, un service civique pour tous!

Les dramatiques événements de ces derniers jours ont relancé l'idée d'une généralisation du service civique, voire d'une réactivation du service militaire, afin de recréer, au travers d'un rendez-vous obligatoire pour les jeunes, filles et garçons de notre pays, le « creuset républicain » qui hier contribuait largement à l'acquisition de l'esprit civique et du sentiment d'appartenance à la collectivité nationale.

En effet, si l'on peut se montrer soulagé d'avoir vu le peuple français se lever en masse pour crier son attachement à la liberté d'expression et dire non au terrorisme, à l'intolérance, à l'antisémitisme et au racisme, force n'en est pas moins de constater que des voix discordantes, certes très minoritaires, se sont élevées ici ou là, et jusque dans des écoles de la République, allant jusqu'à s'identifier dans les terroristes et appeler à de nouveaux assassinats.

Cette radicalisation doit être combattue sans relâche, non seulement dans son existant qu'il faut éradiquer, mais aussi à la source. A la source, justement, on doit faire le constat que de plus en plus, alors que le temps de la jeunesse est normalement celui des grandes espérances, de la générosité et du désintéressement, l'époque actuelle, avec son lot de craintes (Sida, chômage, etc.), inhibe beaucoup de nos jeunes ou les révolte et les empêche de donner du sens à leur vie. Ils se réfugient dans des comportements communautaristes et/ou individualistes et leur quête d'idéal, conjuguée à la révolte, peut même conduire certains d'entre eux à se laisser endoctriner et embrigader dans des mouvements terroristes qui sont d'autant plus redoutables qu'ils se présentent sous des formes prétendument religieuses.

L'assimilation républicaine est en faillite. La journée « défense et citoyenneté » qui a remplacé le service militaire ne saurait à elle seule combler le vide laissé par sa suspension, pas plus que l'éducation civique de nouveau dispensée à l'école. Et, à l'évidence, beaucoup de parents ne s'y investissent pas. Face à cette situation, les pouvoirs publics font preuve de cécité. Le service civique volontaire qui existe depuis 2010 est certes extrêmement utile, Il permet à quelques milliers de jeunes, chaque année, d'œuvrer pour leurs concitoyens et l'intérêt général. Mais ce ne sont que quelques milliers (même si l'objectif fixé est d'en toucher 100 000) alors qu'une seule tranche d'âge en compte 800 000. Et surtout, il ne s'agit que de volontaires, c'est-à-dire de jeunes déjà dotés d'un solide sens civique et désireux de le mettre en pratique. Ce qui importe, c'est de toucher les autres jeunes qui, par dizaines de milliers, n'ont pas acquis l'esprit civique,

risquent de ne jamais l'acquérir si l'on ne fait rien et d'être alors réceptifs à toutes les déviances.

Dans ses vœux aux Armées, le 14 janvier dernier, le président de la République a confirmé sa volonté de rendre « universel » le service civique, ce qui pour lui signifie qu'« il sera proposé à tous les jeunes qui en feront la demande » et donc qu'il restera uniquement volontaire mais désormais non contingenté. Il persiste ainsi dans une voie erronée. Est-ce par défaut d'analyse ou par crainte de déplaire en renouant avec des contraintes ? Le temps n'est plus à la frilosité et aux expédients. Beaucoup de nos concitoyens le demandaient déjà au sortir des émeutes de banlieue fin 2005 ; ils le redemandent aujourd'hui avec force. Il faut se décider enfin à les entendre.

MARRE DE L'ANGELISME !

Le très souriant Martin Hirsch vient de commettre dans le journal *Le Monde* une tribune « Le service civique contre le djihadisme » (*Le Monde* du 22 janvier) prônant la généralisation du service civique volontaire, qui vient en appui des récentes déclarations de François Hollande. La thèse qu'il entend soutenir est qu'à condition de proposer aux jeunes des missions d'intérêt général qui les séduisent, ou mieux encore de leur confier la mise en œuvre de projets qu'ils ont eux-mêmes bâtis, l'adhésion au service civique sera quasi-générale, c'est-à-dire que l'on passera, d'un coup de baguette magique, des 35 000 jeunes actuellement concernés à l'ensemble d'une tranche d'âge, soit près de 800 000. 800 000 volontaires, excusez du peu !

C'est faire preuve d'angélisme quand on connaît la réalité du terrain, l'absence de motivation, de culture et de sens de l'intérêt général d'une partie de ces jeunes en état de véritable relégation urbaine. S'agit-il d'un angélisme sincère ou calculé ? Après tout, peu importe. Le problème est que cet angélisme indémodable, car il n'a pas évolué depuis l'arrivée au pouvoir de l'Union de la Gauche en 1981 en dépit de la faillite des politiques qu'il a inspirées, cet angélisme est terriblement néfaste et dangereux et nous mène aux situations dramatiques auxquelles notre pays est aujourd'hui confronté. Il est plus que temps d'ouvrir les yeux. Je le dis avec d'autant plus de force que ces belles idées, ces idées généreuses, j'y ai cru un moment, mais j'ai été vite gagné par la désillusion.

En 1984-1986, j'œuvrais aux côtés de Gilbert Bonnemaïson, vice-président du Conseil national de prévention de la délinquance. Notre rôle consistait à susciter la mise en place de politiques locales de prévention et de sécurité et nous distribuions, pour obtenir l'adhésion des édiles, de généreuses subventions sans trop passer à la loupe le contenu des projets qu'ils nous présentaient. Pour montrer la justesse de cette politique, nous nous appuyions sur quelques exemples que nous érigeions en modèles. C'est la même tactique qu'emploie Martin Hirsch dans sa tribune, notamment quand il cite en exemple les jeunes de Grenoble en faisant s'exprimer des volontaires, donc des convaincus, et en laissant croire qu'ils représentent tout le panel des jeunes des cités. Bref, contrairement à ce qu'il affirme, si l'on veut recréer ce « creuset républicain » qui fait aujourd'hui défaut et sortir les jeunes qui n'adhèrent pas d'eux-mêmes aux valeurs républicaines de leur isolement, il faut en faire la « cible » prioritaire et donc l'imposer. Rien n'interdit, bien entendu, de mener de front les deux formules : un minimum imposé à tous, pour l'acquisition des valeurs républicaines, un engagement citoyen (à l'identique du service civique volontaire actuel) pour ceux qui veulent servir au-delà et, pourquoi pas aussi une

réserve qui pourrait être sollicitée en cas de besoins impérieux de grande ampleur, nationale ou internationale.

Selon Martin Hirsch, « *ni la contrainte, ni la nostalgie ne favorisent l'intégration* ». C'est nier que le service militaire y contribuait largement, en tant que « creuset républicain », qui justement suscite aujourd'hui la nostalgie, mais aussi en tant qu'« école de la deuxième chance » qui permettait à des jeunes sans qualification ou en situation d'échec scolaire de repartir chez eux en sachant lire et écrire, et souvent en ayant acquis un bagage professionnel et le (s) permis de conduire.

Alors, encore un effort Messieurs les décideurs ! Vous êtes parvenus au stade de l'universalité du service civique. Acceptez de sortir enfin du « politiquement correct » qui vous inhibe et admettez que les droits vont de pair avec les devoirs.

Jean-Pierre Gualezzi, Montreuil, commissaire divisionnaire honoraire de la Police nationale, président honoraire et fondateur de l'Union nationale des syndicats autonomes, ancien membre du Conseil Economique et social.